M É M O I R E

P O U R

Le sieur AUBRETON , receveur de l'en-
registrement et des domaines en la ville
d'Ahun , défendeur en assistance de cause ;

C O N T R E

*Le sieur HENRY - CLAUDE BERMOND ,
ancien administrateur des loteries , rentier ,
demeurant à Paris , demandeur ;*

E T C O N T R E

*LOUIS JORRAND , notaire impérial , habitant
de la ville d'Ahun , défendeur au principal ;*

E N P R É S E N C E

*De GASPARD BET-BOUQUET , habitant de
la ville d'Auzance , aussi défendeur.*

~~~~~

V I C T I M E depuis dix ans de la duplicité de ceux en
qui j'avois placé ma confiance , j'ai su me résigner à mon
sort , et j'ai vu avec le calme de la probité trompée passer
ma fortune en des mains étrangères. Mais ceux qui s'en

A

disputent les lambeaux se croient autorisés à expliquer ma conduite , chacun suivant l'intérêt qui le dirige. Si ces explications sont nécessaires à la justice , elles ne doivent émaner que de moi : je dois la vérité à des magistrats qui , j'ose l'espérer , n'auront pu que me plaindre , sans me retirer leur estime. Je la dois encore à mes créanciers , en retour de la confiance honorable qu'ils m'ont accordée , en me chargeant moi-même de ma propre liquidation. Un concours d'événemens plus imprévus les uns que les autres , m'a plongé dans un abîme où je veux rester seul. Mes créanciers ne me reprocheront point d'avoir rien dissimulé de ma position ; je leur dévoilerai ce que j'ai fait et ce que j'ai eu projet de faire. Si je me suis abusé par des espérances chimériques , ils savent déjà que les chances du commerce trompent l'habileté comme l'inexpérience ; et ils ne demanderont de moi que l'assurance de ne leur céler ni mes ressources réelles , ni celles de mes opérations qui tendoient à les augmenter. Je vais donc leur en rendre un compte fidèle ; il attestera ma bonne volonté , et la foi que j'aurai , autant que possible , gardée à mes engagemens.

F A I T S.

Je fis l'entreprise , en l'an 5 , de fournir cinquante mille pieds cubes de bois pour la marine. Le marché en fut passé avec le ministre.

Son excellence me fit avancer une somme de 50,000 fr. pour subvenir aux frais considérables de mes premières avances ; et cette somme devoit m'être retenue sur mes livraisons ; c'est-à-dire , par un tiers sur chacune , jusqu'à extinction des 50,000 francs.

Je m'empressai aussitôt d'établir sur divers points les relations qui m'étoient nécessaires. Un sieur Liais, armateur de Cherbourg, ayant encore une maison d'affaires à Paris, me fut indiqué, et il accepta ma correspondance; il faisoit pour moi les avances de fonds sur mes simples traites, et recevoit pour mon compte les rescriptions du gouvernement.

Ma spéculation eut bientôt épuisé tous mes fonds disponibles; je ne recevois plus du gouvernement que des valeurs qui perdoient jusqu'à 50 pour 100 : elle ne me fut donc que très-onéreuse. L'inobservation des ordonnances pendant la révolution, avoit laissé dévaster les futaies, et les bois propres à la marine étoient singulièrement rares; les propriétaires qui les vendoient de gré à gré se prévalaient de ces circonstances.

Cependant il falloit fournir au gouvernement pour couvrir ses avances. D'ailleurs on espère toujours que l'avenir vaudra mieux que le présent; je continuois donc de fournir, et peu à peu j'épuisais mes ressources.

Le sieur Liais, indépendamment de ses recettes, se mit à découvert pour moi de 12,000 fr., qu'il avança sur mes simples traites; mais lorsque j'eus besoin de nouvelles avances, et qu'il me vit livré à lui, Liais me parla un autre langage, et voulut des précautions.

Pour m'avancer 24,000 fr., le sieur Liais, se conformant au formulaire des prêteurs de la capitale, voulut 1^o. une obligation notariée, pour avoir une hypothèque spéciale; 2^o. des lettres de change pour la même somme et aux mêmes échéances.

Il n'y avoit pas à hésiter, puisqu'il s'agissoit de remplir

des engagements; je fis l'obligation, je fis les lettres de change; j'exigeai seulement qu'il fût dit dans l'obligation que par l'acquit des lettres de change l'obligation demeureroit solue et acquittée; d'où il résulte que je n'avois pas à payer d'obligation, mais bien des lettres de change.

La seule chose cependant qui me parut extraordinaire, c'est que le sieur Liais voulut faire faire l'obligation sous un nom étranger; il donna pour prétexte que ces fonds n'appartenoient point à sa maison de Cherbourg, et qu'il ne vouloit pas s'assujétir à lui en montrer l'origine. Les motifs du sieur Liais ne m'intéressoient pas, il me suffisoit de n'avoir affaire qu'à lui; et en effet, il restoit porteur de l'obligation qui, y compris les intérêts pour dix-huit mois, fut consentie pour la somme de 32,640 francs. J'ai continué de traiter avec lui dans notre correspondance et nos comptes ultérieurs, pour les intérêts après l'échéance.

L'obligation avoit été faite sous le nom d'un sieur Caillas, musicien, ami du sieur Liais, et habitant la même maison.

Les lettres de change furent tirées par le sieur Liais, sous le nom de veuve Liais et fils, au profit de Caillas sur moi, et j'en fis sur-le-champ acceptation pour payer à échéance.

Le sieur Liais étoit nanti de ce double gage, et cependant je n'avois pas encore les 24,000 francs; je devois seulement tirer sur lui successivement pour me remplir de cette somme; et ma confiance étoit telle envers cet armateur, que je ne soupçonnois pas même que mes traites pouvoient encore lui faire un titre de plus.

Je tirai sur lui pour 12,000 francs d'effets; il les laissa protester, sous prétexte que l'obligation n'étoit pas encore inscrite; enfin, et après cette formalité, il les accepta. Je restai en compte courant avec lui, et il est inutile que j'en dise les détails : je n'avois encore de lui aucune défiance.

Je me trouvai à Paris quelque temps avant l'échéance de l'obligation. Liais me fit beaucoup valoir les prétendus services qu'il m'avoit rendus; il me demanda de lui souscrire, par obligeance, pour 50,000 francs de billets à ordre, en me promettant de les imputer sur l'obligation, s'il ne les retiroit pas.

Cette proposition m'effraya; je ne crus pas devoir y adhérer. Je me rendis à Rochefort.

Liais, qui étoit instruit de ce voyage, m'écrivit à Rochefort, le 12 prairial an 11, la lettre ci-après, sous le couvert des Imbert, mes commissionnaires, avec lesquels il étoit aussi en correspondance.

« J'ai lieu d'être étonné, Monsieur, de la manière
 « dont vous en agissez avec moi, après tous les procédés
 « que j'ai eus pour vous : vous ne pouviez vous refuser
 « à me souscrire les effets que je vous avois demandés.
 « Je vous le répète, si par défaut de remise de vous
 « j'éprouvois quelques désagrémens, je ne manquerois
 « pas de les faire retomber sur vous; vous auriez perdu
 « ma confiance; et dès ce moment j'enverrois un exprès
 « pour vous poursuivre, tant pour ce que vous me
 « devez en compte courant, que pour l'inscription. »

L'obligation étoit du 27 nivôse an 10, et devoit échoir,

ainsi que les six lettres de change, le 30 messidor an 11. J'avois tout lieu de redouter l'effet de la menace qui m'étoit faite : je cédaï ; j'envoyai les 50,000 francs de traites , en réfléchissant qu'elles couvroient ma dette hypothécaire de 32,640 francs.

Le 28 messidor, deux jours avant l'échéance de l'obligation et des six lettres de change, Liaï s m'écrivit :

« Tout honneur sera fait à vos traites échéant en fructidor.

« Je suis en pourparler avec quelqu'un pour lui substituer votre obligation , qui seroit payable dans les termes que vous demandez ; mais, avant tout, l'on désire avoir un nouveau certificat des hypothèques : envoyez-moi ce certificat de suite. » Cette lettre, enregistrée le 18 nivôse an 13, étoit d'une adresse remarquable ; car, en m'annonçant que les traites de 50,000 fr. seroient acquittées fidèlement, il est clair que je redevenois débiteur de l'obligation ; elle me tranquillisoit sur l'échéance, tout en me prévenant qu'il pourroit y avoir un transport ; ce qui, encore une fois, m'étoit indifférent, si les traites étoient acquittées ; et tout étoit combiné pour m'en donner pleine confiance.

Ma sécurité ne fut pas longue : on me présenta pour plus de 20,000 francs de traites tirées par moi, à valoir sur les rentrées de la marine, touchées par Liaï s pour mon compte, et à cet effet acceptées par Liaï s (indépendantes de 50,000 francs donnés par obligeance). Je n'étois point en mesure pour couvrir une aussi forte somme, parce que rien n'avoit dû m'y préparer. Il étoit

clair que le sieur Liais arrivoit à une faillite ; mais les porteurs d'effets étoient fondés à s'en prendre à moi ; je ne pouvois pas m'en défendre.

Dans cette conjoncture, partagé entre l'espoir, qui ne se perd jamais, de venir à bout de mes affaires, et la nécessité peut-être urgente de déclarer une suspension à mes créanciers, j'étois dans cette pénible situation d'un homme qui, ne pouvant tirer aucun parti de la confusion de ses idées, semble implorer les conseils de tout le monde, et cependant craint de les demander.

C'est ici où commencent mes relations avec le sieur Jorrand, qui parut prendre intérêt à moi avec une franchise si cordiale, que je remerciai la providence de m'envoyer un sauveur dans l'homme de qui j'aurois peut-être le moins espéré des consolations.

J'étois élevé avec l'opinion que la fortune du sieur Jorrand devoit son accroissement à la mienne. J'avois perdu mon père à l'âge de dix ans ; celui du sieur Jorrand fut mon curateur et l'administrateur de mes biens : sans clientèle et sans fortune apparente, il s'occupoit des affaires de mon père, et travailloit dans son étude lorsqu'il venoit dans la ville d'Ahun.

Le sieur Jorrand, devenu après son père notaire et procureur, sembloit devoir être mon protecteur par reconnoissance. Je fus surnuméraire à l'enregistrement, pour conserver une place occupée depuis un siècle par mes ancêtres. La régie vouloit me la conserver, et cependant le sieur Jorrand l'avoit sollicitée et obtenue. A la vérité cette conquête ne s'étoit pas consolidée sur la tête de l'usurpateur ; la régie avoit eu la bonté de penser que

les démarches de mon protecteur n'étoient qu'une perfidie, et m'avoit rendu presqu'aussitôt la place de mon père, en destituant le sieur Jorrand.

Son procédé, dont j'avois à cette époque exprimé l'indignation avec toute la vivacité de mon âge, ne m'avoit pas, comme on peut le croire, disposé à regarder désormais le sieur Jorrand comme un ami bien chaud. Il est vrai que le temps fait tout oublier. La révolution est venue encore passer par-dessus ce petit événement. Le sieur Jorrand a été député à la convention; il a voulu depuis être receveur général du département; et ayant fait le voyage de Paris pour ses sollicitations, il s'est établi chez mon frère : en sorte qu'insensiblement, et d'occasions en occasions, les rapports s'étoient rétablis entre nous à l'époque à laquelle je viens de m'arrêter. Ils s'étoient même rétablis au point que depuis quelques années il vivoit habituellement chez moi, il y faisoit son étude, et je n'avois rien de caché pour lui : il sembloit par ses prévenances vouloir me faire oublier le passé. Dans la prospérité momentanée de mes affaires, il m'avoit offert ses soins, sa bourse et son crédit. Je m'absentois souvent des mois entiers, il faisoit les affaires du dehors comme du dedans; je n'avois donc pu avoir rien de caché pour lui. A l'époque de ma suspension, il paya pour moi 10,000 fr. à M. Fauchier, montant de deux traites que je ne devois pas, mais que j'avois négociées à M. Fauchier (ce sont les premières traites acceptées par Liais, qui sont revenues sur moi). Cette somme, en y comprenant les intérêts et quelques autres avances, s'est portée à 14,000 fr. lors qu'il a rédigé l'état de mon passif.

Son

Son obligeance ne me sembla donc pas assez étrange pour que je dusse m'en défier, dans ma situation. Le sieur Jorrand ayant singulièrement accru sa fortune par l'acquisition des biens de l'abbaye du Moutier, passant pour avoir un portefeuille considérable, et m'ayant d'ailleurs l'obligation de plusieurs services domestiques que je n'ai nulle envie de lui reprocher, me sembloit, à point nommé, l'homme le plus propre à me délivrer de l'embarras où m'avoient jeté les circonstances.

Je donnai donc tête baissée dans la proposition qu'il me fit de ses services; je me reprochai même d'avoir nourri dans mon cœur, pendant vingt ans, l'injustice de le croire un malhonnête homme, ne doutant pas que son empressement à m'obliger, après m'avoir nui, ne fût un acte honorable de contrition et de grandeur d'âme. Je crus aussi à la compensation du bien et du mal dans les destinées humaines; et je fus dès cet instant résigné à exécuter avec une confiance aveugle tout ce que le sieur Jorrand voudroit me prescrire.

Il se fit d'abord livrer tous mes papiers; fit un état exact de toutes mes ressources; étiqueta de sa main jusqu'aux choses les plus minuscules, même ma commission de receveur; il dressa l'état de mes dettes (que je rapporte écrit de sa main); et quand il eut tout vu, il concerta le plan de son opération.

Il faut, me dit-il, que j'aie un titre ostensible et formel pour régir toutes vos affaires. Vous allez donc me consentir un bail à ferme pour neuf ans de tous vos biens. Le prix en sera dit payé d'avance pour les six premières années. Tous vos bestiaux me seront vendus;

cette vente aussi portera quittance. Quant à vos marchés avec le gouvernement, vous m'en passerez le transfert aussitôt que j'aurai pu comprendre auprès des bureaux du ministre si je n'ai aucun risque à courir en me substituant à vous.

Tout autre que moi eût réfléchi peut-être sur le danger incalculable d'un dépouillement aussi absolu. Mais que le lecteur se mette s'il le peut à la place d'un homme qui ayant jusqu'alors tenu à ses engagements avec honneur, se voit à la veille d'y manquer, et de supporter les soupçons injurieux de tous ceux qui se sont confiés en sa signature.

Si dans une telle situation on est encore blâmable de n'avoir pas tout prévu, j'admire la force d'âme de ceux qui auroient pu mieux faire; pour moi, je ne vis que l'obligeance du sieur Jorrand, et je souscrivis à tout.

Un seul point cependant me causoit une légère répugnance, c'étoit de donner quittance par anticipation; non pas que j'eusse la pensée que le sieur Jorrand en abuseroit; elle eût été incompatible avec ma confiance absolue en lui: mais il me sembloit que mes créanciers pouvoient y voir le signe d'une fraude dirigée contre eux, et cette simple apparence me révoltoit. Le sieur Jorrand eut bientôt à cet égard vaincu mes scrupules.

Votre bail à ferme, me dit-il, ne sera qu'un épouvantail pour ces petits récalcitrons, qui dérangent toujours les opérations d'une masse de créanciers, en faisant des saisies et des frais inutiles. Mais j'écrirai moi-même à vos principaux créanciers que je suis à la tête de vos affaires, pour les retirer d'un simple engorgement. Vous

conserverez la possession de vos propriétés, où je ne ferai que puiser annuellement ce qui sera nécessaire à votre liquidation. Ainsi, ne vous inquiétez pas de l'apparence, lorsque je serai prêt à déclarer comme vous, que je n'ai point payé les sommes dont l'acte portera quittance; d'ailleurs, je ne veux avoir votre actif que *pour payer tout le monde.*

Je n'eus rien à répondre à cette explication, et je fus rassuré par le fait, en demeurant en possession apparente de tous mes biens, dont je n'ai retiré cependant que le peu de denrées nécessaires à ma consommation.

Lorsque la faillite du sieur Liais eut rejeté sur moi toutes mes traites, qui étoient plutôt les siennes, je me rendis à Paris, où habitoient la majeure partie des créanciers qui les avoient fait présenter : là je les convoquai, pour leur exposer la cause de mes retards, leur communiquer ma situation avec le sieur Liais, et son dernier arrêté de compte avec moi. J'eus la satisfaction de voir qu'aucun blâme ne me fut imputé; mes créanciers eurent confiance en moi; et en me donnant un délai de trois ans pour continuer mes fournitures au gouvernement, ils m'autorisèrent à disposer de la totalité de mes fonds.

Le sieur Jorrand ayant assisté à cette convocation, se fit nommer syndic; fonction qui lui donnoit toute latitude pour l'exécution du plan sage et généreux duquel j'attendois les plus grands avantages.

L'affirmation des créances eut lieu à Guéret le 12 germinal an 12; et le sieur Jorrand s'y fit « réserve des
« sommes payées pour moi après le contrat d'union,
« pour déplacement et préparation de bois de marine
« étant actuellement à Pontarion. »

Pendant mes négociations avec mes créanciers, je visois à une spéculation plus avantageuse que la précédente ; et je ne doutois pas qu'en la faisant réussir je ne vinsse à bout de mes engagemens sans une diminution notable dans ma fortune.

Le ministre ouvroit un concours pour des fournitures à faire à la marine dans les ports de l'Ouest.

Les prix s'annonçoient comme infiniment plus avantageux aux spéculateurs que dans mes marchés de l'an 5 et de l'an 10, en ce que le transport des bois devoit être payé par lieues ; ce qui n'avoit pas eu lieu dans les marchés précédens.

Un autre encouragement consistoit à faciliter les achats par la marque des bois propres à la marine, desquels alors la destination ne pouvoit plus être détournée.

Mais il m'étoit impossible de faire aucune soumission en mon nom ; en ayant déjà une première qui n'étoit point remplie ; tout onéreuse qu'elle étoit, le ministre n'auroit souscrit aucun marché nouveau avec moi, tant que le premier n'étoit pas pleinement exécuté.

Je ne pouvois donc agir qu'avec un nom emprunté ; et je me fis présenter sous celui du sieur Bet-Bouquet, mon beau-frère.

Les sieurs Imbert, négocians à Rochefort, chargés de cette négociation, me marquèrent, le 12 messidor an 11, que ce marché étoit passé, et m'en annoncèrent les conditions.

Par une autre du 28, ils me demandèrent mon approbation pour ce marché, parce qu'ils savoit bien qu'il me concernoit seul ; je leur répondis pour donner cette

approbation et les remercier ; ils m'en accusèrent réception le 17 thermidor an 11.

Ceci se passoit, comme on le voit, peu de jours avant mon bail à ferme, consenti au sieur Jorrand ; et si le jour même de ce bail il ne se fit pas investir de ce marché, c'est qu'il n'étoit encore qu'un projet, jusqu'à ce que la soumission du sieur Bet-Bouquet fût approuvée par le ministre.

Cette approbation fut donnée et le transfert fut signé par Bouquet, à la date du 1^{er}. brumaire an 12, au profit du sieur Jorrand : il sait lui-même qu'à cette époque on m'offroit 30,000 francs de bénéfice sur ce seul marché. Mais l'espoir de me récupérer entièrement, m'empêcha d'accepter cette négociation : le sieur Jorrand d'ailleurs, qui me faisoit entrevoir de plus grands bénéfices, m'observa qu'il seroit possible que les traites que l'on m'offroit en paiement des 30,000 francs, ne fussent peut-être pas acquittées. Je gardai donc le marché pour mon compte, sous le nom du sieur Jorrand.

J'hésitois si peu à mettre sur sa tête ma fortune et mes ressources, que je voulois encore qu'il prît le transfert de mon ancien marché de l'an 5, qui devenoit bien meilleur par les circonstances, puisque les payemens s'effectuoient exactement. Ce qui m'engageoit encore à lui faire ce transfert, c'est que je craignois que le gouvernement, informé de ma suspension, n'annullât ce marché, et ne mît des entraves dans ma liquidation.

Trop prudent pour accepter ce transfert, sans être éclairci de toutes les chances à courir, le sieur Jorrand m'envoya à Paris pour savoir si le ministre voudroit

l'accepter , parce que cette acceptation l'auroit mis hors de danger pour les suites.

J'écrivis au sieur Jorrand que cette substitution pouvoit souffrir quelques difficultés ; et mes lettres qu'il n'a certainement pas perdues , aideront peut-être à éclaircir mes intentions sur l'un et l'autre marché. Je lui faisais part des difficultés qu'il y avoit , et le sollicitois de venir pour les lever lui-même ; il me répondit par une lettre du 10 pluviôse an 12 , datée d'Ahun :

« Dès que tu trouves quelque difficulté aux change-
 « mens proposés pour la fourniture , et que tu as l'espoir
 « de la conserver , tout déplacement de ma part devien-
 « droit inutile ; presse donc la levée des obstacles , afin
 « que l'on puisse mettre en mouvement les bois préparés ;
 « fais surtout en sorte d'obtenir des fonds , sans quoi tout
 « seroit entravé. Tu sais que je suis déjà en avance de
 « beaucoup. »

Cependant , et malgré sa lettre , le sieur Jorrand partit à l'instant pour Paris en toute hâte. Le 14 pluviôse an 12 , il écrivoit à ma femme , de Paris :

« Aubreton a bien traité avec la grande majorité de
 « ses créanciers , etc. : quant à la fourniture , elle pouvoit
 « se continuer sous son nom ; la seule difficulté est de
 « faire lever quelques oppositions à la trésorerie , afin
 « d'en recevoir les deux tiers des livraisons faites , au
 « moyen desquelles on feroit face aux dépenses des li-
 « vraisons à faire. Aubreton espère obtenir bientôt ces
 « mainlevées. Comme je ne puis prendre ici aucun
 « engagement direct , je ne paroîtrai pas , et ne ferai qu'un
 « très-court séjour. »

Lorsque le sieur Jorrand vit qu'il ne pouvoit pas réunir les deux marchés sur sa tête, il dirigea tout vers le marché Bouquet. Je mis à sa disposition la totalité des bois de construction qui étoient déjà préparés pour moi avant le marché Bouquet; ce que Jorrand n'ignoroit pas, puisqu'il m'en parloit lui-même dans sa lettre du 10 pluviôse.

Ces bois furent envoyés à Angoulême, pour le compte du marché Bouquet; mais les agens de la marine trouvant de la précipitation à cet envoi, décidèrent que ces bois ne pouvoient être que ma propriété, parce que Bouquet ne pouvoit pas avoir eu le temps d'en faire exploiter et mettre en route depuis sa soumission; en conséquence il y eut séquestre à Angoulême; mais il fut bientôt levé à cause des besoins de la marine, et sur les représentations que je fis, ainsi que MM. Imbert, à l'ingénieur, que M. Jorrand étoit mon mandataire pour l'un et pour l'autre marché: la correspondance de MM. Imbert en fait mention, et les bois furent reçus sous le nom de Bouquet.

Les envois se sont continués, depuis cette époque, toujours pour le compte du marché Bouquet, mais avec les bois qui m'appartenoient avant l'an 12, et qui ont dû produire des rentrées pour plus de 30,000 francs.

Il m'étoit dû des sommes assez considérables d'arriéré par le gouvernement; j'avois encore pour 10,000 francs de rescriptions: tout cela fut mis à la disposition du sieur Jorrand.

Si on joint à ce produit celui de mes biens-fonds, valant au moins 2,000 francs par année; tous mes bestiaux, valant à peu près 8,000 fr.; une créance arriérée

de 1,000 francs sur mon métayer, etc., on voit que le sieur Jorrand a eu toute facilité pour liquider mes dettes réelles sans bourse déliée, et même en commençant à se mettre à couvert pour la sienne.

J'ai dit que le sieur Jorrand avoit été nommé syndic de mes créanciers par le concordat de l'an 12; il demanda une nouvelle convocation à Aubusson, et sollicita le sieur Queyrat de s'y faire nommer syndic.

Le concordat me donne six années de délai pour payer, en mentionnant toujours que c'étoit pour parachever ma fourniture avec le gouvernement. Le sieur Jorrand, qui a signé et dirigé ce concordat, y a bien laissé entendre que cette fourniture s'étoit continuée pendant les années précédentes; et cependant il savoit mieux que moi que toutes les livraisons avoient été mises sur le compte du marché Bouquet.

Je ne crois pas que le sieur Jorrand eut alors le projet bien formé de s'approprier le marché Bouquet; j'en juge par les lettres qu'il écrivoit, et par l'emploi qu'il faisoit de mes fonds à toutes mes affaires sans distinction.

Dans un projet de lettre qui m'est resté de sa main, il écrivoit à un de mes créanciers plus obstiné que les autres, pour l'engager à adhérer au concordat; et dans ses motifs de persuasion il lui disoit : « La situation
« d'Aubretton a pris son principe dans des circonstances
« qui ne se renouvelleront pas... Maintenant il a pris
« des arrangemens d'après lesquels son travail sera dirigé
« *par quelqu'un qui inspire une pleine confiance*, et il
« y a tout lieu de croire que le résultat en sera plus
« avantageux. »

Je reviens à Liais, que j'avois laissé en l'an 11 en

faillite ouverte, et qui cependant, faisant ressource de tout, avoit trouvé un moyen plus funeste que le premier, pour compléter ma ruine.

J'étois parvenu à obtenir de lui un arrêté de compte daté de Cherbourg, du 2 brumaire an 12, qui régloit toutes nos affaires, et comprenoit les traites postérieures à mon obligation; il se trouve soldé en ma faveur par 27,791 francs 88 centimes, en ce que j'acquitterai les 50,000 francs de traites données par obligeance. Liais, au surplus, reconnu par ce même arrêté de compte, écrit en entier de sa main, que toutes les autres traites se trouvoient acquittées. (On ne doit donc pas perdre de vue que les 32,640 francs de traites souscrites lors de l'obligation étant acquittés par moi, l'obligation devenoit nulle.)

On vient de voir que je demeurai chargé d'acquitter les 50,000 francs de traites données d'obligeance; et par le même arrêté de compte il fut convenu que jusqu'au parfait acquittement desdites traites, l'obligation demeureroit en dépôt entre les mains d'un sieur Pothier, à qui je payerois les intérêts annuels.

Je vis le sieur Pothier; il me reçut parfaitement; et après m'avoir laissé parler du sieur Liais, il captiva ma confiance, en me montrant une grande indignation contre sa conduite envers moi : il me marqua beaucoup d'amitié, m'ouvrit sa bourse, et m'offrit même 3,000 francs sans intérêts.

J'acceptai cette somme : elle a été remboursée en partie par le sieur Jorrand.

La fatalité qui m'a poursuivi dans toutes mes affaires

a voulu que ce sieur Pothier, si obligeant pour moi, si courroucé contre Liais, fût au contraire un intime ami de Liais et de Caillas, qui tous trois, comme je l'ai su depuis, étoient associés pour l'entreprise de la tourbe carbonisée.

Comme il étoit écrit que chaque dépôt se convertirait en transfert, le sieur Pothier s'est trouvé muni d'un transfert de mon obligation, passé à son profit par Caillas, prête-nom de Liais, en fructidor an 13.

Ainsi, et malgré ma correspondance et mon arrêté de compte avec Liais, qui prouvent sa propriété et ma libération, le tout bien en règle, et enregistré avant le transfert d'une obligation éteinte, Liais, mon débiteur de 27,791 francs, sans attendre les délais du concordat, fit mettre mes biens en expropriation, sous le nom de Pothier, par-devant le tribunal de Guéret.

Là, le sieur Jorrand se présenta avec mon acte du 28 thermidor an 11, pour revendiquer mes bestiaux comme sa propriété : mais cet acte fut attaqué de nullité, comme fait après la cessation de mes payemens ; et le tribunal de Guéret ordonna une preuve que le sieur Jorrand n'a point laissé faire.

Il n'étoit point encore aguerri à se dire propriétaire des dépôts que j'avois confiés à sa bonne foi, ou peut-être avoit-il des vues plus grandes.

Quoi qu'il en soit, ce jugement ayant peut-être eu l'effet d'éloigner beaucoup d'enchérisseurs, le sieur Jorrand crut le moment favorable pour acheter à vil prix les biens de celui qu'il proclamait son ami, et qui avoit mis corps et biens sous sa tutelle.

J'avois , bien avant cette adjudication , formé contre Pothier une demande pour faire annuler le transport de l'obligation de Liais. Cette procédure fut suivie devant le tribunal d'Aubusson , saisi d'une demande en homologation du concordat ; mais le sieur Pothier déclina la compétence , et demanda son renvoi à Paris : il l'a obtenu , sur l'appel , en la Cour de Limoges.

Déjà dupe du sieur Pothier , je ne devois pas laisser à mes créanciers l'embaras de se dépêtrer de ses chicanes. La malignité d'autrui m'a donné enfin de l'expérience , et je l'ai , quoique un peu tard , mise en pratique. C'est au magistrat de sûreté que je dénonçai les manœuvres des trois associés de la tourbe carbonisée ; mais le directeur du jury jugea à propos de renvoyer les parties à fins civiles. Je ne perdîs pas courage , et une nouvelle plainte adressée à son excellence le grand-juge , avec les pièces justificatives , eut plus d'efficacité : Caillas fut arrêté , et dans plusieurs interrogatoires qu'il a subis , ainsi que Pothier , ils révélèrent sans doute tout ce que j'avois intérêt de faire connoître , puisque le magistrat de sûreté ordonna que les papiers du sieur Caillas seroient saisis. Mais un sieur Périer , gendre du sieur Pothier , en est instruit ; il trouve le moyen de communiquer avec Caillas , détenu chez le magistrat de sûreté , prend ses clefs , et va enlever ses papiers , qu'il dépose chez un agent de change : heureusement il est pris sur le fait , rendant les clefs à Caillas ; le magistrat de sûreté lui fait rendre les papiers , les fait déposer au greffe , et décide qu'il y a lieu à instruction criminelle. Je rends plainte contre le sieur Périer ; mais le même directeur

du jury se trouve encore là, et prend sur lui de décider que me trouvant seul plaignant, il n'y a pas lieu à suivre le procès *quant à présent*.

Cette suspension bizarre et arbitraire décidera sans doute mes créanciers à seconder mes efforts pour démasquer une collusion aussi déhontée; il ne sera peut-être pas impossible de prouver que des escrocs de Paris ne sont pas plus invulnérables que d'autres.

C'est pour parvenir à ces fins, que le sieur Bermond, habitant la ville de Paris, a été nommé syndic, et le sieur Picolet, avocat en la Cour de cassation, conseil de l'union; ce dernier, qui a toutes les pièces, a tout dirigé jusqu'à présent, même la procédure contre le sieur Jorrand : l'un et l'autre se sont fait connoître, et ont choisi leur avoué à Guéret, avec lequel ils sont en correspondance.

Pendant que je m'efforçois de lutter contre la dilapidation de ma fortune, le sieur Jorrand étoit en discussion avec les sieurs Imbert, mes correspondans de Rochefort, sur les produits du marché Bouquet. Ce procès important a laissé des traces précieuses que les plaideurs des deux parts voudroient bien avoir pu supprimer; car aujourd'hui ils colludent, et sans leurs débats écrits j'en serois réduit à attester la vérité par ma seule science, les sieurs Imbert m'ayant refusé toute communication depuis leur accord avec le sieur Jorrand.

Je vois par un jugement du tribunal de commerce de Rochefort, du 13 janvier 1810, que le sieur Jorrand, comme fondé de pouvoir de Bouquet, avoit assigné les sieurs Imbert en 1809, pour lui payer 37,946 fr. 40 cent.

par eux reçus, du payeur de la marine, sur le marché Bouquet, et comme commissionnaires chargés par ledit Bouquet, pour fourniture de bois de construction.

Il offroit déduire 12,000 francs, et 144 fr. payés sur ses mandats (sans doute pour les frais de séquestre de l'an 12).

A cela, les Imbert répondoient qu'ils avoient été *les commissionnaires d'Aubretou, ami de Jorrand*, pour une fourniture de l'an 10, et que dans le cours de cette fourniture ils lui avoient endossé pour 8,000 fr. de lettres de change venues à protêt; en sorte que leur créance, suivant eux, est montée à 12,888 francs 67 centimes.

Ils ajoutoient « que le sieur Aubretou, se trouvant hors
 « d'état de remplir la fourniture de bois qu'il s'étoit
 « soumis de faire, et se trouvant encore débiteur envers
 « le gouvernement de vingt et quelques mille francs, pour
 « en éviter en apparence la retenue, demanda aux sieurs
 « Imbert de faire une nouvelle soumission pour la four-
 « niture de quatre cent quatorze stères, ou douze mille
 « pieds cubes de bois de construction, sous un nom em-
 « prunté, c'est-à-dire, *sous le nom du sieur Bouquet*;
 « laquelle soumission a eu lieu le 6 messidor an 11, sous
 « le cautionnement des sieurs Imbert. Cette soumission
 « ainsi faite et acceptée, le sieur Jorrand, se mit à la
 « tête de cette nouvelle fourniture, et fit choix des sieurs
 « Imbert, pour ses commissionnaires en cette ville; et
 « comme il avoit une parfaite connoissance de la créance
 « des sieurs Imbert sur ledit sieur Aubretou, dont on lui
 « a fourni un double du compte balancé, ledit sieur
 « Jorrand, indépendamment de la commission d'usage,

« consentit à ce que lesdits sieurs Imbert fissent la retenue
 « du cinquième du produit net de la fourniture de bois
 « qui seroit faite sous le nom de Bouquet, pour se rem-
 « plir de leur créance sur ledit sieur Aubreton ;
 « Que peu de temps après des bois furent mis en
 « route, et même rendus à Angoulême, pour compléter
 « la fourniture de Bouquet. Le ministre, jugeant avec
 « raison que les bois expédiés étoient la propriété du
 « sieur Aubreton, puisque ledit Bouquet n'avoit pas eu
 « le temps d'en faire exploiter et préparer, donna des
 « ordres pour qu'ils fussent séquestrés, pour être livrés
 « sous le nom du sieur Aubreton ; et ce n'est qu'après
 « de vives sollicitations et les besoins pressans du port,
 « que le ministre s'est déterminé à consentir que les
 « plançons et bordages fussent reçus sous le nom de
 « Bouquet, quoiqu'il fût bien constant que les bois
 « composant la première livraison de ce dernier, étoient
 « la propriété dudit sieur Aubreton. »

A cela le sieur Jorrand ne répondoit qu'en éludant, et se renfermoit dans son titre. Cependant, par une inconséquence assez inexplicable, il avouoit (peut-être à cause de sa correspondance) que sur le marché Bouquet, il étoit bien convenu de laisser déduire le cinquième de la dette d'Aubreton ; mais il s'en prenoit aux Imbert, qui par leur retenue des fonds de la marine, avoient arrêté les nouvelles expéditions.

Le tribunal de commerce de Rochefort mit la cause en délibéré, ès-mains de son président ; et après avoir entendu un rapport fait sur l'examen des *pièces respectivement produites*, il rendit un jugement qui fixe les

points de faits reconnus constans , avec une précision dont rien ne doit être omis.

« Considérant, 8°. que le sieur Aubreton vouloit continuer la fourniture sous un autre nom que le sien ,
 « attendu qu'il avoit encore beaucoup d'autres bois d'achat ,
 « dont majeure partie étoient exploités et en route, écrivit
 « au sieur Imbert de faire en sorte de passer un nouveau
 « marché avec la marine , pour la fourniture de quatre
 « cent quatorze stères , ou douze mille pieds cubes de
 « bois de construction , *sous le nom du sieur Bouquet* ,
 « lequel marché eut lieu le 6 messidor an 11 , au nom
 « dudit sieur Bouquet , et sous le cautionnement des
 « sieurs Imbert père et fils ;

« Considérant, 9°. qu'à l'époque de ce marché , le
 « sieur *Jorrand* , *l'ami intime du sieur Aubreton* , et
 « comme chargé d'une procuration générale de Bouquet ,
 « se mit à la tête de cette fourniture , et a continué les
 « sieurs Imbert père et fils pour ses commissionnaires
 « en cette ville ;

« Considérant, 10°. que le sieur Jorrand étant parfaitement instruit de la créance des sieurs Imbert père et fils sur Aubreton , puisque leur compte balancé se
 « *trouve joint à la production de Bouquet* , tout en leur accordant la commission d'usage , consent en outre
 « qu'ils prélèvent , sur le montant de la fourniture nette
 « de Bouquet , un cinquième d'icelle , pour se remplir
 « du montant de leur créance sur ledit sieur Aubreton ;

« Considérant, 11°. que peu de temps après ce nouveau marché , ayant été mis des bois en route pour

« opérer la fourniture dont il étoit question pour icelui,
 « le gouvernement les considérant comme étant *la pro-*
 « *priété du sieur Aubreton*, avec d'autant plus de raison
 « que Bouquet n'avoit pas eu le temps d'en faire exploiter
 « et préparer jusqu'alors, ils furent, en vertu des ordres
 « du ministre, séquestrés, pour être livrés sous le nom
 « du sieur Aubreton ; qu'il paroît même, d'après une
 « lettre du sieur Penevert, que le nombre étoit de deux
 « cent dix-huit pièces ;

« Considérant, 12°. que par suite, et sur la repré-
 « sentation qui fut faite des besoins pressans que le port
 « avoit des bois de l'espèce de ceux qui se trouvoient
 « soit en route et rendus à Angoulême, le ministre, par
 « sa dépêche du 21 messidor an 12, a consenti que les
 « bois en plançons et bordages dont il s'agit, *qui faisoient*
 « *partie des bois d'Aubreton*, quoique passés en vente
 « sous le nom de ce dernier, fussent distraits, et reçus
 « *sous le nom de Bouquet* ; ce qui fut fait ;

« Considérant, 13°. qu'indépendamment de ce con-
 « sentement, il paroît que les bois qui composent la pre-
 « mière fourniture faite par Bouquet étoient *la propriété*
 « *du sieur Aubreton*, puisque d'après les ordres donnés
 « par le sieur Penevert au sieur Tripon, contre-mâitre
 « charpentier, ce dernier a fait une recette provisoire,
 « en plançons et bordages, de cent cinquante-huit pièces,
 « cubant ensemble deux mille cent quarante-huit pieds
 « cubes, suivant son procès verbal du 6 fructidor an 12,
 « sur le produit desquels les sieurs Imbert père et fils
 « paroissent avoir des droits pour se remplir d'autant
 « de

« de leur créance sur ledit sieur Aubreton, soit en totalité
« ou partie. » (1)

Par ces motifs, le tribunal de Rochefort a réglé la recette des Imbert à 39,340 fr. 64 cent., et leur dépense à 25,287 fr. 83 cent., y compris les 12,000 francs déjà payés au sieur Jorrand, et le surplus pour droit de commission et frais de voiture; ce qui constitue les sieurs Imbert débiteurs de 11,567 francs.

Jorrand a interjeté appel à Poitiers, le 10 février 1810, à cause des droits de commission accordés, et pour un article de 960 francs pour voiture : tout quoi, disoit-il, étoit accordé au mépris *des écrits, conventions et obligations souscrites par les sieurs Imbert.*

Mais en même temps le sieur Jorrand ne voulant pas perdre de temps, a fait un commandement aux sieurs Imbert de payer les 11,567 fr. accordés par le jugement qu'il approuvoit en cette partie.

Sur cet appel les parties ont transigé et passé un arrêt d'expédient à Poitiers. Mais quel qu'il soit, il ne doit être que relatif aux griefs d'appel, et il ne peut rien changer aux faits reconnus constans par le jugement de Rochefort.

(1) Les sept premiers motifs se rapportent à mon marché personnel antérieur; les quatorzième, quinzième et seizième motifs sont la fixation des recettes et déduction.

Pour pouvoir se présenter sous le nom de Bouquet, Jorrand a donné à Bouquet la qualité de marchand *patenté première classe.* Cette patente est fausse; le maire a certifié qu'elle n'existoit pas.

J'ai voulu réclamer auprès des sieurs Imbert *les pièces par elles produites* au président de Rochefort. Je leur ai demandé des explications sur les *écrits, conventions et obligations* dont parloit le sieur Jorrand dans son appel. Je n'ai rien pu obtenir des sieurs Imbert : dès l'instant qu'ils ont été d'accord avec le sieur Jorrand, ils ont été muets pour moi.

Ils pouvoient avoir cette réticence pour mes créanciers; car en se payant par leurs mains ils ont senti qu'ils faisoient tort à la masse, et qu'ils s'exposaient à des recherches. Mais, à mon égard, je ne devine pas pourquoi ils ont voulu me taire la vérité, à moi qui n'ai donné à Jorrand l'administration de mes biens et de mes ressources, qui ne l'ai chargé de l'exécution de mes marchés que pour les payer ainsi que les autres créanciers (ma correspondance avec les Imbert en fait mention expresse). Ce ne peut donc être que le sieur Jorrand qui leur a prescrit le silence.

Si c'est pour m'ôter les preuves de propriété du marché Bouquet, ils savent bien qu'elles résultent de leur correspondance de l'an 12 et 1809; mais ils auront cru tous mes papiers au pouvoir du sieur Jorrand, ce qui étoit très-vraisemblable.

Déjà les créanciers convoqués le 22 juin 1809, pour la nomination d'un syndic à la place du sieur Queyrat, avoient en l'œil ouvert sur les démarches du sieur Jorrand, et avoient chargé le sieur Bermond, nouveau syndic, de le poursuivre en reddition de ses comptes.

Le sieur Bermond ayant pris le temps d'aller aux enquêtes, avoit commencé une procédure à Guéret par

une requête du 14 avril 1810, pour demander que le sieur Jorrand rendît compte, comme mon associé, et pour conclure, dans le cas où il ne le seroit pas, à la nullité de toutes ventes, baux à ferme, transport de créances; de tout quoi le produit seroit rapporté à la masse des créanciers.

Le syndic ne parle pas, dans cette requête, du marché Bouquet, soit qu'il l'ignorât, soit qu'il ne crût pas pouvoir attaquer le sieur Jorrand sur cet article. C'est le sieur Bouquet qu'il a assigné le 18 juin 1810, pour le faire condamner à rendre compte du bénéfice des bois relatifs au marché fait sous son nom.

Le tribunal a ordonné jusqu'à présent trois articles d'instruction sur cette affaire; 1^o. que le sieur Bouquet produiroit le transfert par lui fait à Jorrand; 2^o. que Jorrand seroit appelé en cause; 3^o. que je serois aussi appelé pour répondre aux interpellations qui me seroient faites.

Jorrand n'est venu à l'audience que pour se plaindre de moi; il a cru, je n'en doute pas, que celui qui crie le plus haut fait le plus d'impression; il a supposé que des injures lui donneroient une quittance.

Je crois en avoir assez dit pour prouver le contraire: une reddition de compte, qui tournera au profit de mes créanciers, ne doit pas m'être indifférente. Si ce compte est dû il faut qu'il se rende. Les faits que j'ai rapportés me semblent assez précis pour ne pas douter; et je me bornerai à en tirer quelques conséquences.

Objections et réponses.

Le sieur Jorrand nie formellement que le marché Bouquet fasse partie de son mandat; il prétend qu'il en est sérieusement propriétaire en son nom, par le transfert du 1^{er}. brumaire an 12.

Cela est impossible. Tous ceux qui ont participé à ce marché et à ses suites lui donnent un démenti formel.

Les sieurs Imbert, de Rochefort, ont constaté par toute leur correspondance que c'est *moi* qui leur ai donné l'ordre de faire ce marché sous le nom de Bouquet; que c'est *pour moi* qu'ils l'ont fait.

Le sieur Bouquet, dans les actes de procédure émanés de lui, convient ne s'être jamais mêlé de ce marché; il dit n'avoir été que mon prête-nom, *pour le faire tourner en ma faveur*; et qu'après avoir donné une procuration à Jorrand, le 1^{er}. brumaire an 12, *parce que Jorrand faisait alors toutes mes affaires*, il en fit un transfert, pour ne plus figurer nominativement.

Les agens de la marine sont venus compléter ces preuves en faisant saisir les premiers bois fournis par le marché Bouquet, *en constatant que ces bois étoient les miens*.

Enfin le jugement de Rochefort achève la conviction, en donnant des détails sur des faits personnels au sieur Jorrand; et certes le résultat de ce jugement ne peut pas être suspect pour la cause actuelle; car ni le syndic des créanciers, ni aucune autre partie intéressée n'y étoit appelée, et tout s'est révélé entre le sieur Jorrand et les Imbert.

Que si aujourd'hui les Imbert nioient des faits articulés par eux-mêmes, et non contestés par le sieur Jorrand, leurs lettres restent pour attester que moi seul étoit à leurs yeux le négociateur et le propriétaire.

Mais, dit le sieur Jorrand, il ne s'agit pas de savoir quel étoit le propriétaire *avant* le 1^{er}. brumaire an 12, si je le suis devenu à cette époque.

Cette objection ne pourra être écoutée que lorsque le sieur Jorrand rapportera, 1^o. sa correspondance avec les commissionnaires depuis son transfert; 2^o. les pièces produites par lui au tribunal de Rochefort, ainsi que l'atteste le jugement; 3^o. les *écrits, conventions et obligations d'entre lui et les sieurs Imbert*, suivant ce qu'il a dit dans son appel du 10 février 1810 : alors on saura si véritablement le sieur Jorrand a eu la conscience de sa propriété dans le marché Bouquet.

En attendant qu'il communique ces pièces essentielles, on peut trouver des indices dans quelques lettres des sieurs Imbert, les seuls commissionnaires qui se soient mêlés des fournitures de Rochefort.

Dans une lettre à mon adresse, du 16 ventôse an 12, les Imbert me rendent compte de ce qu'ils ont fait pour le marché Bouquet, et ils me disent : « D'après la levée
« du séquestre apposé sur vos bois, votre ancienne four-
« niture doit reprendre son cours comme cette dernière
« que rien ne doit plus arrêter. Nous pensons d'ailleurs
« qu'il ne dépendra que de vous qu'il y ait une certaine
« quantité de bois destinée pour la remplir, lorsque telle
« ou telle partie sera marquée *pour M. Bouquet.* »

Le 2 prairial an 12, c'est encore à moi qu'ils s'adressent pour dire : « Nous attendons toujours avec impatience
« de vos nouvelles, ainsi que de M. Jorrand, *pour la*
« *fourniture Bouquet* : il nous tarde bien de recevoir
« des bois pour cette soumission. »

Le 21 du même mois, ils m'écrivent encore pour se plaindre de mon silence : « Depuis deux mois que vous
« êtes instruit que toutes les difficultés sont levées, que
« vous pouvez donner cours à votre marché, *ainsi qu'à*
« *celui Bouquet*, vous ne vous êtes nullement mis en
« mesure pour livrer en ce port. »

Ces lettres sont d'une date postérieure au transfert, daté du 1^{er}. brumaire an 12.

Les sieurs Imbert n'ignoroient pas ce transfert apparent; cependant ils ne parloient de Jorrand que comme d'un fondé de pouvoir, d'un agent, et ils entendoient toujours ne se mêler du marché Bouquet que *pour moi*.

Ils l'ont cru jusqu'à la fin.

Leur lettre du 11 mai 1809 est encore plus expressive. Je leur demandois un compte du marché Bouquet; ils me répondent : « Nous sommes tout prêts à vous
« fournir un compte exact de toutes les livraisons que
« nous avons exécutées sur le marché Bouquet, dès que
« nous aurons la garantie formelle que sur leur produit
« nous prélèverons tout ce que vous nous devez. Quand
« nous serons tous d'accord sur ce point essentiellement
« nécessaire à nos intérêts, qui ont bien souffert de cette
« créance, nous réglerons avec vous, et remettrons
« ensuite à qui de droit ce qui pourra rester en nos

« mains ; jusque-là nous ne nous démunirons pas d'un
« sou. »

Et lorsque le sieur Jorrand s'est présenté à eux sous le nom de Bouquet, en 1809, pour leur demander des comptes, ils ont dit à Bouquet comme à Jorrand qu'ils n'avoient suivi ce marché, depuis son origine, que comme mes commissionnaires, et *pour moi*.

S'il y avoit du doute vis-à-vis Jorrand, en son nom, il n'y en a pas vis-à-vis Jorrand, *syndic* de mes créanciers.

Celui-ci ne peut prétexter aucune erreur, aucune croyance d'avoir géré *pro suo*.

Lorsqu'il a été nommé syndic depuis l'an 12 jusqu'à 1806, lorsqu'il a accepté ce syndicat, Jorrand a contracté l'obligation de ne rien détourner pour lui, mais de rapporter fidèlement à la masse tout ce qui seroit provenu de ma fortune, de mes ressources, de mes bénéfices.

Or, le marché Bouquet étoit dans mon actif ; le sieur Jorrand ne l'ignoroit pas : ses bénéfices étoient donc ma propriété. Quand même il auroit eu seul une correspondance pour ce marché, et une gestion suivie, tout cela se rapportoit à sa qualité de syndic.

A cela il répond que la date du transfert le met à l'abri de cette comptabilité. Je ne suis syndic, dit-il, que sous la date du 25 nivôse an 12 ; le transfert Bouquet est du 1^{er}. brumaire an 12 : donc j'étois propriétaire avant d'être syndic.

La loi et les faits repoussent cette objection.

Le transfert du 1^{er}. brumaire an 12 est un acte sous seing privé, enregistré seulement en 1810.

Or, les actes sous seing privé n'ont de date contre les tiers que du jour de l'enregistrement (Code civil, art. 1328).

Rien n'autorise donc le sieur Jorrand à montrer cet acte comme un titre antérieur à son syndicat.

Je ne puis sur cette date précise donner des notions bien certaines, n'ayant pas la mémoire assez locale sur un fait auquel je n'attachois alors aucune importance : mon attestation pour ou contre seroit d'ailleurs inutile à mes créanciers, qui ne verront que la date légale.

Ils demanderont de plus au sieur Jorrand ce que veut dire sa réserve insérée dans l'acte d'affirmation de sa créance, le 12 germinal an 12, « de ce qu'il avoit
« payé pour *Aubreton*, pour déplacement et préparation
« des bois de marine qui sont maintenant à Pontarion. »

Ces bois n'ont pas été livrés sur mon marché de l'an 5, sur lequel le sieur Jorrand n'a presque rien fournis.

Cette livraison n'étoit donc faite que pour le marché Bouquet, et alors le sieur Jorrand n'entendoit avoir avancé les frais de transport que *pour moi*.

Il paroît que ces bois de Pontarion y étoient encore au 29 thermidor an 12, époque où le sieur Tripon, par une lettre à l'adresse du sieur Jorrand ou du sieur *Aubreton*, nous écrivoit à l'un ou à l'autre de venir l'y joindre : preuve ajoutée à toutes les autres, que tous mes correspondans ne faisoient aucune différence entre les intérêts de Jorrand et les miens.

Supposons,

Supposons, si le sieur Jorrand l'aime mieux, que son transfert a véritablement la date du 1^{er}. brumaire an 12; il n'en résultera rien de plus avantageux pour lui.

Car à cette date, le transfert sera toujours postérieur à la cessation de mes payemens, qui est de l'an 11. (Le concordat de 1806 a rejeté, comme tardive, l'inscription du sieur Jorrand, qui est du 4 vendémiaire an 12.)

Suivant la déclaration de 1702, confirmée par le Code de commerce, ce transfert seroit nul, quand même il seroit antérieur, s'il n'avoit précédé cette cessation de plus de dix jours.

En vain le sieur Jorrand oppose-t-il que le nom Bouquet lui suffit pour être à couvert. Les matières de fraude sont remises à la prudence du juge; la loi s'en rapporte entièrement à lui, comme le prouvent l'art. 1353 du Code civil, et l'art 444. du Code de commerce.

Ici la nullité seroit de plein droit; car, par une circonstance que le sieur Jorrand n'expliquera jamais, le transfert est gratuit.

Qu'il explique, s'il se peut, comment après avoir pris la peine de suivre une admission de marché, près des commissaires de la marine, et ensuite dans les bureaux du ministre, après avoir fait les dépenses nécessaires pour cette négociation, il seroit concevable qu'on en laissât *gratis* tout l'avantage à un nouveau venu?

Personne n'y croira; et précisément la résistance du sieur Jorrand à s'approprier ce marché, aide à convaincre qu'il étoit trop avantageux pour le donner pour rien.

D'autres en offroient un bénéfice considérable, et certainement je ne m'en serois pas privé pour faire un pur

cadeau au sieur Jorrand , trop opulent pour le recevoir.

Quand j'aurois voulu le faire , je ne le pouvois pas ; la loi me défendoit de rien détourner de mes créanciers , pour en préférer un seul.

Aussi n'en ai-je pas eu la pensée , et nul ne peut m'en accuser : ma correspondance avec les sieurs Imbert , qui étoient aussi mes créanciers , le prouve. J'ai continué après l'an 12 de me présenter à eux comme propriétaire du marché Bouquet , et c'est ainsi qu'ils m'ont toujours considéré jusqu'à 1809 , comme l'atteste le jugement de Rochefort.

Ce transfert , mon bail à ferme , ma vente de bestiaux , l'état de mes dettes de la main du sieur Jorrand , ses lettres à mes créanciers ; cela fait un tout inséparable , un corps de faits et d'opérations qui se lient mutuellement , et s'expliquent les uns par les autres.

On ne croiroit à la mutation sérieuse du marché Bouquet , que si on pouvoit croire à celle de mes bestiaux et de mes récoltes.

Or , le sieur Jorrand n'a pas même osé persister à vouloir s'approprier mes bestiaux. Il a avoué n'avoir qu'un titre coloré , et une propriété apparente.

De même il l'a dit pour son bail à ferme ; et la preuve en est qu'il n'en a pas demandé la maintenue lors de l'expropriation.

Ainsi il ne faut le juger que comme il s'est jugé lui-même ;

Puisqu'il ne veut pas garder la qualité honorable d'ami officieux , chargé d'améliorer ma fortune , il faut qu'il avoue n'avoir voulu que la dévorer.

Mais malgré lui il n'est qu'un mandataire comptable : et une triple qualité l'oblige à rendre un compte depuis la fin de l'an 11.

1^o. Comme fermier sans avoir rien payé, il doit un compte des récoltes, des bestiaux et de leur croît, des bois coupés et de l'arriéré des fermages.

Et qu'il n'objecte pas que déjà je suis convenu avoir conservé la possession de mes biens ; cet aveu que je pouvois dissimuler, puisqu'un bail authentique m'en dispensoit, est une preuve de ma véracité. Mais j'ai expliqué que ma possession avoit consisté à être le maître apparent comme par le passé, et à recevoir le blé nécessaire à ma consommation ; mais le surplus des denrées, les bestiaux, les bois, etc., sont restés à la disposition du sieur Jorrand, comme je l'ai déjà dit.

Qu'il n'objecte pas non plus qu'étant mon créancier de 14,000 francs, il a entendu se payer par ses mains, en prenant quittance des fermages et des bestiaux par anticipation.

Il ne peut pas le dire ainsi, puisqu'il a affirmé, en nivôse an 12, être mon créancier de ces 14,000 fr.

2^o. Comme mon mandataire général il est comptable, 1^o. de tous les bois préparés à mes frais, qu'il a employés au marché Bouquet ; 2^o. des bénéfices de ce même marché ; 3^o. de 10,000 francs qu'il a touchés pour moi de la trésorerie, et de toutes autres sommes moins considérables que je pourrai justifier.

3^o. Comme syndic des créanciers, il est encore comptable de tout ce qu'il a dû faire pour rechercher tout mon actif (notamment la créance de 27,791 francs, due

par Liais, et celle de 10,000 francs, montant de deux traites acquittées au sieur Fauchier), faire valoir mes ressources, et n'en laisser périliter aucune.

Le sieur Jorrand veut singulièrement abrégé sa responsabilité. Il dit qu'il n'a été syndic que pendant l'an 12, l'an 13, et partie de l'an 14; et même qu'il n'a point de comptes à rendre pendant ce délai, parce que les créanciers m'avoient laissé la gestion de mes affaires.

Il y auroit bien de la mauvaise foi dans cette objection, si elle étoit sérieuse; car le sieur Jorrand n'auroit eu un syndicat de deux ans que pour s'approprier tout ce que mon actif présentait d'avantageux, et il auroit accepté une fonction purement oisive.

Cette prétention choque la loi, qui répute tout syndic comptable. Elle choque aussi la vérité; car plusieurs lettres du sieur Jorrand prouvent qu'il géroit mon actif, régloit et recevoit. Ainsi je n'avois conservé la gestion de mes affaires, que comme marque honorable de confiance de mes créanciers; mais par le fait, c'est le sieur Jorrand qui a tout dirigé, et je ne me suis mêlé que de ce qu'il m'abandonnoit, et sous sa tutelle.

Quant à la durée du syndicat du sieur Jorrand, ce n'est pas là ce qui doit borner sa comptabilité; car un bail à ferme de neuf ans, et le marché Bouquet, d'une durée indéfinie, n'ont rien de compatible avec les deux ans du syndicat.

Il ne faut pas non plus que le sieur Jorrand prétende être quitte, pour avoir fait les fournitures des seuls bois préparés pour mon compte; il suffit qu'il ait voulu prendre sur sa tête le marché Bouquet, pour qu'il doive

rendre compte du bénéfice dont il étoit susceptible, sans le régler à sa manière.

Tout mandataire doit accomplir le mandat, tant qu'il en demeure chargé, et répond des dommages-intérêts qui pourroient résulter de son inexécution (Code civil, article 1991).

Si cette loi peut quelquefois paroître sévère pour celui qui est resté chargé du mandat de gré à gré, et par oubli de s'en départir, ce n'est au moins pas pour celui qui a voulu le retenir en croyant se l'approprier.

Le sieur Jorrand a dit en plaidant, qu'il devoit ce procès à l'acquisition qu'il avoit faite de ma maison.

J'ai pu être étonné (comme tout le monde) que lui Jorrand, déjà propriétaire de trois maisons, dont deux au Moutier et une à Ahun, en ait acheté une quatrième.

Mais je ne comprends pas trop comment le sieur Jorrand a pu supposer que je ne lui demandois compte de rien, s'il n'avoit pas acheté ma maison. C'eût été faire tort de 50,000 francs à mes créanciers, et le sieur Jorrand a oublié son rôle en laisant croire que son intention étoit de les frustrer, en ne rendant compte de rien.

Le sieur Jorrand a longuement discuté sur le contrat d'union du sieur Bermond, qu'il prétend ne pas être dans les formes voulues par les ordonnances.

Il dit « que les sieurs Bermond et Serson ne sont pas « créanciers, parce qu'Aubreton avoit suspendu en « thermidor an 11, et que leur obligation est du 15 « vendémiaire an 12. » Il ajoute qu'aucun des créanciers n'a affirmé, et que le contrat n'est pas homologué.

Quoique le sieur Jorrand connoisse à fond cette ma-

tière, tout ce qu'il a dit à ce sujet n'est que mensonge.

Tous les créanciers ont figuré au contrat d'union.

MM. Bermond et Serson sont créanciers, parce que leur obligation n'est qu'un arrêté de compte, suite d'un premier titre. Tous ont affirmé leurs créances, et le sieur Jorrand comme les autres.

Il y a eu jugement d'homologation; les sieurs Bermond et Serson y sont parties; le sieur Jorrand savoit tout cela mieux que moi, et cependant il le démentoit.

Je n'ai plus qu'un mot à répondre au sieur Jorrand. Il a dit que je l'ai trompé sur l'état de mes dettes, pour l'engager dans mes mauvaises affaires; et sans autre explication il a pris texte dans ses propres paroles pour se courroucer contre moi.

Tromper Jorrand eût été un peu difficile; et je ne me pique pas de faire des miracles.

Comment ose-t-il dire que l'état de mes dettes lui étoit inconnu? c'est lui qui l'a dressé, et je l'ai encore écrit de sa main! je le mettrai sous ses yeux, pour qu'il le reconnoisse, et ne mente plus, au moins sur cet article (1).

Je n'ai pu rien dissimuler à Jorrand, puisqu'il avoit tout en son pouvoir, qu'il cherchoit mes créances où elles étoient, et gouvernoit ma fortune comme la sienne.

Lorsqu'on se dit trompé, il faudroit un peu consulter l'opinion publique pour savoir son secret, et surtout

(1) Le contrat d'union diminue le passif de plus de 80,000 fr. Plusieurs des créanciers ont été tirés de la liste, notamment le sieur Queyrat, qui n'a signé le concordat que comme démissionnaire.

il ne faudroit pas s'aveugler au point de dire ce qui choque l'évidence. Ceux qui compareront l'opulence de Jorrand et la mienne, demanderont ce qu'est devenue ma fortune : on le leur dira ; et alors il est vraisemblable que je ne passerai plus pour avoir fait une dupe du sieur Jorrand.

Je crois qu'il faut arrêter là le cours de mes réflexions, elles me mèneraient peut-être au delà des bornes que je me suis prescrites ; et après avoir dit que j'avois supporté sans amertume la perte de mes biens, je serois peut-être inconséquent. D'ailleurs ma tâche a été remplie en rendant un compte fidèle de ma conduite depuis l'an 11 : je désire que mes créanciers me rendent la justice de penser que j'ai voulu faire pour le mieux. Si le sieur Jorrand a l'infidélité de leur disputer un dépôt qui eût dû être sacré entre ses mains, il a été de mon devoir de m'y opposer de toutes mes forces. Maintenant, si les Liais, les Caillas, les Pothier et les Jorrand triomphent, je me consolerais en pensant que je n'ai rien à me reprocher, ni dans mes intentions, ni dans mes efforts, et j'aurai la fierté de dire seul : Tout est perdu, fors l'honneur.

Signé AUBRETON.

Me. DELAPCHIER, *ancien avocat.*